

Note d'orientation 8/2024

Transferts de fonds à l'intérieur du pays et résilience climatique au Maroc : La main nourricière invisible

Carla Sofia Ferreira Fernandes et Fátima Alves

Novembre 2024

À propos des auteurs

Carla Sofia Ferreira Fernandes est chercheuse au Centre d'écologie fonctionnelle – Science pour les Personnes et la Planète, TERRA Laboratory, Département des Sciences de la Vie, Faculté des Sciences et Technologie, Université de Coimbra, Coimbra, Portugal.

Contact : sofia.fer.fernandes@gmail.com

Fátima Alves est chercheuse à l'Universidade Aberta, Lisbon, Portugal ; Centre d'écologie fonctionnelle – Science pour les Personnes et la Planète, Laboratoire TERRA, Département des Sciences de la Vie, Faculté des Sciences et Technologie, Université de Coimbra, Coimbra, Portugal. Elle est également affiliée à l'Observatoire des territoires durables et sains de Bocaina, Rio de Janeiro, Brésil ; et à l'École nationale de Santé publique Sergio Arouca (ENSP), Fondation Oswaldo Cruz (Fiocruz), Rio de Janeiro, Brésil.

À propos de Climate Mobility Africa Insights

Climate Mobility Africa *Insights* est une publication du Réseau de Recherche sur la Mobilité Climatique en Afrique (RRMCA) – un réseau pluridisciplinaire bilingue (français+anglais) de chercheurs et de décideurs politiques, visant à promouvoir des réponses juridiques et politiques fondées sur des données factuelles en matière de mobilité climatique en Afrique. Climate

Mobility Africa *Insights* bénéficie du généreux soutien de la Fondation Robert Bosch. Pour en savoir plus, visitez le site Internet www.cmarnetwork.com.

Transferts de fonds à l'intérieur du pays et résilience climatique au Maroc : La main nourricière invisible

CONTEXTE

Le Maroc se trouve au carrefour de divers mouvements migratoires, jouant de plus en plus le rôle de pays de transit et de destination, mais surtout de pays de départ. Fait remarquable, les transferts de fonds internationaux des Marocains résidant à l'étranger représentaient plus de 8 % du produit intérieur brut (PIB) national en 2022.¹ Ces revenus issus des transferts sont particulièrement importants dans un contexte où les moyens de subsistance dans les zones agricoles sont de plus en plus affectés par le changement climatique et la diminution de l'accessibilité aux ressources en eau.²

Dans ce contexte, le rôle des transferts de fonds à l'intérieur du pays — c'est-à-dire les fonds systématiquement transférés par les migrants internes à leurs familles, qui vivent souvent dans des zones rurales — a été largement sous-exploré. Les transferts de fonds à l'intérieur du pays ne sont pas aussi bien étudiés que les transferts de fonds internationaux, malgré la plus grande proportion de migrants internes (par rapport aux migrants internationaux) et l'impact socio-économique plus important de ces transferts.³ Une étude menée dans les pays d'Afrique subsaharienne a conclu que les migrants internes sont tout aussi enclins à envoyer des fonds que les migrants internationaux.⁴

La sensibilisation aux transferts de fonds à l'intérieur du pays est importante pour deux raisons principales : d'une part, elle permet de mieux comprendre les défis multiformes auxquels sont confrontés les migrants internes ; d'autre part, elle constitue une base pour la formulation de recommandations politiques éclairées qui sont compatibles avec des solutions qui soutiennent les migrants internes et le développement social du Maroc. Les données empiriques relatives à la migration interne dans un contexte de dégradation environnementale au Maroc révèlent que les transferts d'argent à l'intérieur du pays sont essentiels dans le processus décisionnel des migrants, car la société s'attend à ce qu'ils soutiennent les familles restées dans les communautés d'origine.⁵ De nombreux migrants perçoivent l'envoi de fonds comme une obligation morale, car ils se sentent responsables de leur famille et veulent soutenir les ménages de leur région d'origine.⁶ Pour les migrants internes, cette obligation peut avoir un impact négatif sur leur qualité de vie, car elle

¹ Données provenant du site Internet de la Banque mondiale, accessible à l'adresse suivante (<https://data.worldbank.org/>) dans la catégorie Transferts de fonds personnels, reçus (% du PIB) – Maroc.

² M. Hssaisoune, L. Bouchaou, A. Sifeddine, I. Bouimetarhan, and A. Chehbouni, 'Moroccan Groundwater Resources and Evolution with Global Climate Changes' (2020) 10(2) *Geosciences* 81.

³ M. Berriane, H. de Haas, K. & Natter, 'Social transformations and migrations in Morocco' Migration Institute Working Paper (2021).

⁴ J. Bredtmann, F. Martínez Flores, & S. Otten, S, 'Remittances and the Brain Drain: Evidence from Microdata for Sub-Saharan Africa' (2019) 55(7) *The Journal of Development Studies* 1455.

⁵ C.S. Ferreira Fernandes, F. Alves & J. Loureiro, 'Human Mobility and Environmental Degradation: Shaping Rural Morocco'. (2023) 62(1) *International Migration* 78.

⁶ L. Ou-Salah, "Soon water will be worth gold!" A qualitative study of how environmental factors are considered during migration decision-making in the Moroccan and Belgian context," thèse de doctorat, Université d'Anvers (2023).

s'ajoute aux pressions financières souvent associées aux milieux urbains, notamment en période d'inflation élevée, comme celle qui a été ressentie au cours de l'année écoulée.

Étant donné que les transferts de fonds à l'intérieur du pays restent un sujet presque invisible dans les politiques et les recherches relatives à la mobilité climatique, la présente note d'orientation vise à mettre en évidence leur importance et à présenter une liste de suggestions pour enrichir les connaissances et favoriser la compréhension de ce sujet à l'avenir.

PROBLÉMATIQUE

Le manque d'information sur les transferts de fonds au Maroc a été particulièrement mis en évidence ces dernières années en raison de la pandémie de COVID-19, lorsque les restrictions de voyage ont contraint les envois de fonds internationaux, jusque-là informels, à passer par des canaux formels. L'utilisation « forcée » de solutions numériques pour transférer de l'argent vers le Maroc a entraîné une augmentation des transferts de fonds enregistrés de manière officielle⁷ et a mis en lumière le manque de connaissances sur les transferts de fonds internationaux, malgré le fait que plusieurs institutions collectent des données de manière systématique sur cette variable spécifique. Bien que cette meilleure connaissance des transferts de fonds internationaux soit appréciée, la connaissance sur les transferts de fonds *internes* reste pour l'essentiel un domaine encore largement inexploré.

Dans d'autres pays, les politiques relatives aux transferts de fonds internes — y compris le versement d'allocations pour enfants et les transferts d'argent dans des pays comme le Mexique, l'Ouganda et la Zambie — ont amélioré la résilience des communautés face aux chocs climatiques et à d'autres impacts négatifs du changement climatique.⁸ Au Maroc, en revanche, les transferts de fonds à l'intérieur du pays sont mal compris. Ils ne font l'objet d'aucune analyse systématique au niveau national et il n'existe aucun cadre juridique et politique pour soutenir la collecte de données pertinentes.⁹

Le système traditionnel de soutien par les transferts d'argent au Maroc repose principalement sur la solidarité familiale.¹⁰ Dans le contexte du changement climatique et de la dégradation environnementale croissante, les transferts d'argent des migrants internes sont essentiels, car ils contribuent à l'adaptation et à la résilience des communautés d'origine. Cette contribution est particulièrement importante, puisqu'une grande partie de la population marocaine (ainsi que l'économie) dépend d'activités agricoles très vulnérables aux aléas climatiques.

⁷ I. Olivé & M. Santillán O'Shea, 'The Role of Remittances in Promoting Sustainable Development. Directorate-General for External Policies' European Parliament (2022).

⁸ C.S. Ferreira Fernandes, F. Alves & J. Loureiro, 'Human Mobility: The Invisible Issue in Climate Change Adaptation Policies – The Case of Morocco' in W. Leal Filho, M. Kovaleva, F. Alves, & I.R. Abubakar (eds), *Climate Change Strategies: Handling the Challenges of Adapting to a Changing Climate* (2023) 441–457.

⁹ C. Costella et al, 'Can social protection tackle emerging risks from climate change, and how? A framework and a critical review' (2023) 40 *Climate Risk Management*, 100501.

¹⁰ A. Oulidi & K. Diakité, 'Access to Social Protection by Immigrants, Emigrants and Resident Nationals in Morocco. In: J.M. Lafleur & D. Vintila (eds), *Migration and Social Protection in Europe and Beyond*, IMISCOE Research Series, Vol 3 (2020).

Bien que la migration soit activement utilisée au Maroc pour diversifier les moyens de subsistance des petits agriculteurs grâce à l'envoi de fonds par les migrants,¹¹ les politiques officielles qui traitent de l'adaptation au changement climatique et du développement durable en général ne reconnaissent que rarement le rôle de la migration.¹² Ces politiques n'encouragent donc pas la création d'outils et d'espaces pour la collecte de données et la compréhension systématique de ce sujet complexe. En outre, les obligations sociales liées à la solidarité socio-économique intergénérationnelle au Maroc ont un impact négatif sur la qualité de vie et la sécurité financière de certains migrants, qui estiment qu'il est de leur responsabilité d'envoyer de l'argent à leur famille.¹³

Les questions relatives aux transferts de fonds à l'intérieur du pays s'inscrivent dans le contexte plus général des défaillances des systèmes de protection sociale au Maroc.¹⁴ Il est donc essentiel de comprendre les impacts des envois d'argent sur la dépendance intergénérationnelle et les ménages multi-spatiaux. Des réformes récentes ont été entreprises pour améliorer ces systèmes¹⁵ dans le but de mettre en place un système de protection sociale plus étendu et diversifié.¹⁶ Par exemple, la *Loi 09-21* élargit la couverture médicale et les allocations pour enfants et crée des allocations de chômage.¹⁷ Cependant, les systèmes de protection sociale ne couvrent pas encore les plus pauvres et les plus vulnérables.¹⁸ Par exemple, les avantages prévus par la *Loi 09-21* sont principalement réservés aux travailleurs ayant un emploi formel stable, alors que la proportion d'emploi informel reste très élevée.¹⁹

Une meilleure compréhension de l'ampleur et de l'impact des transferts de fonds à l'intérieur du Maroc, à travers une perspective climatique et environnementale, pourrait aider à garantir que ces transferts contribuent effectivement à réduire les vulnérabilités liées au changement climatique et à la dégradation de l'environnement. Elle pourrait également renforcer le rôle positif des transferts de fonds internes dans les mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets.

RECOMMANDATIONS

1. Les gouvernements et leurs partenaires devraient développer et/ou améliorer la collecte de données institutionnelles sur les transferts de fonds à l'intérieur du pays afin de déterminer la contribution de ces transferts aux moyens de subsistance du ménage et à la résilience face au changement climatique et à la dégradation de l'environnement.

¹¹ World Bank Group 'Country Climate and Development Report' (2022).

¹² Ferreira Fernandes et al (n 9).

¹³ Ferreira Fernandes et al (n 5).

¹⁴ N. Chadli & S. Boutouil, « Les mesures entreprises par les pouvoirs publics pour faire du Maroc un État social par excellence » (2023) 6(3) *Revue Internationale des Sciences de Gestion* 651.

¹⁵ G. Lopez-Acevedo, G. Betcherman, A. Khellaf & V. Molini, « Paysage de l'emploi au Maroc : recenser les obstacles à un marché du travail inclusif ». Pleins feux sur le développement international (2021).

¹⁶ H. A. Mansour & Y. Benmouro, 'Social protection reform in Morocco in the aftermath of COVID-19' (2023) 23(2) *Global Social Policy* 348.

¹⁷ World Bank. 'The World Bank Group's Engagement in Morocco, Fiscal Years 2011–21' Country Program Evaluation, Independent Evaluation Group (2023).

¹⁸ *Loi n° 09-21 Relative à la Protection Sociale du 22 chaabane 1442* (5 avril 2021).

¹⁹ M. Aleksandrova & C. Costella, 'Reaching the poorest and most vulnerable: Addressing loss and damage through social protection' (2021) 50 *Current Opinion in Environmental Sustainability* 121.

2. Des recherches sont nécessaires pour analyser les impacts des migrations internes et des transferts de fonds dans différents contextes à travers le pays, en reconnaissant que les impacts de la dégradation de l'environnement dépendent des caractéristiques biophysiques des territoires locaux, et que ces impacts peuvent affecter les modes de vie et la culture des populations locales.
3. Les aspects de la mobilité humaine devraient être intégrés dans les politiques et les cadres institutionnels relatifs à l'adaptation au changement climatique, aux pertes et dommages, au développement durable et à l'agriculture. Cela permettra également d'assurer la cohérence entre les accords internationaux et les actions nationales.
4. Les systèmes de protection sociale devraient être davantage développés pour tenir compte des spécificités nationales et des normes sociales, en reconnaissant l'impact des emplois informels et des transferts de fonds à l'intérieur du pays sur les vulnérabilités spécifiques aux migrants internes.